

## Communiqué de presse

### **La COP de Lima doit faire de la lutte contre les changements climatiques un outil contre la pauvreté**

Lima 1<sup>er</sup> Décembre 2014

*194 Etats sont rassemblés à Lima du 1<sup>er</sup> au 12 décembre 2014 pour négocier les termes d'un accord mondial de lutte contre les changements climatiques qui doit être adopté à Paris fin 2015.*

L'heure est à la crise : les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter alors que les effets des changements climatiques se font déjà durement ressentir dans tous les pays d'Afrique. La COP de Lima doit répondre à deux enjeux : poser les fondations d'un accord équitable à Paris et aider dès maintenant les pays les plus pauvres à faire face à la crise climatique actuelle.

Pour la société civile Africaine, le sommet de Lima doit d'abord sécuriser plus de financements climat pour les pays les plus pauvres. « *Il y a urgence pour nos pays. Les pays développés doivent clarifier comment ils comptent parvenir aux 100 milliards de dollars promis car l'effort annoncé pour capitaliser le Fonds Vert reste insuffisant* », selon Joseph Yaovi Kogbe, Coordinateur du Réseau Climat & Développement.

Les pays présents à Lima doivent également relever le défi du siècle, à savoir l'accès durable aux services énergétiques pour tous. 70% de la population africaine n'a toujours pas accès à l'électricité et le continent dépend fortement des énergies fossiles, coûteuses et polluantes. Pourtant, il est possible et souhaitable de développer l'accès aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, des solutions créatrices d'emploi. Mais il manque la volonté politique et des financements soutenables pour y arriver. « *Lima doit déboucher sur une feuille de route claire qui enclenche la transition vers les énergies renouvelables, surtout pour les populations les plus pauvres. C'est une question de justice climatique* » rappelle Is Deen Akambi d'Eco-Bénin.

Les changements climatiques coûtent déjà très cher aux communautés particulièrement vulnérables. Il est donc essentiel de renforcer les mesures d'adaptation, en particulier pour protéger l'agriculture familiale dans les pays du sud. « *Il est primordial que la COP de Lima acte que 50% des financements publics soient alloués à l'adaptation et qu'elle fixe une augmentation prévisible et progressive des financements publics adéquats pour l'adaptation jusqu'à 2020 et au-delà* » martèle Ali Bonguere de RCD-Niger.

Il ne nous reste plus que 12 jours à Lima et 12 mois avant le sommet de Paris pour faire de la lutte contre les changements climatiques un outil contre la pauvreté en Afrique.

#### **Contacts :**

Aïssatou Diouf, Chargée de communication Enda Energie ([dioufastou@hotmail.com](mailto:dioufastou@hotmail.com))

Joseph Yaovi Kogbe, Coordinateur du Réseau Climat & Développement  
([josephkogbe@yahoo.fr](mailto:josephkogbe@yahoo.fr))

*Le Réseau Climat & Développement a été créé en 2007. Il est coordonné par le Réseau Action Climat-France et ENDA Energie et regroupe 73 organisations de la société civile francophone, majoritairement africaines, et qui travaillent sur l'intégration des enjeux climat et développement et pour plus de justice climatique.*